

Monseigneur,
Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Chancelier,
Monsieur le Représentant de la Commission Européenne,
Madame le Ministre, Présidente de PanEurope Bulgarie,
Chère Gergana Passy,
Mesdames et Messieurs,

Ancienne civilisation, coeur de la culture Slave et acteur de l'histoire mouvementée des Balkans, la Bulgarie, à Sofia, est un lieu privilégié pour célébrer les anniversaires de l'Union Paneuropéenne et du Traité de Rome, dans l'esprit et la mémoire de Richard Coudenhove-Kalergi et de son successeur Otto de Habsbourg.

Je remercie et je félicite Madame Gergana Passy pour son engagement européen et pour son dévouement à l'Union Paneuropéenne.

C'est maintenant, qu'il nous faut convaincre les Européens que leur salut, toutes nations confondues, dépendra de leur prise de conscience qu'une Europe, puissance indépendante, souveraine et solidaire, est la condition de leur survie et la chance d'une nouvelle renaissance.

Les attentats perpétrés par l'Islamisme terroriste, les pressions migratoires issues des conflits dans les pays du Proche et du Moyen Orient ou des misères humanitaires de l'Afrique, l'autocratie conquérante de la Russie, la tentation isolationniste et protectionniste des Etats-Unis, la montée en puissance de l'impérialisme chinois, la personnalisation autoritaire du pouvoir en Turquie, la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne et les conséquences politiques des divergences économiques et sociales entre les Etats membres de l'Union Européenne viennent de placer les Européens du continent devant l'alternative suivante : prendre en main, ensemble, l'essentiel de leur destin ou se laisser dériver vers des replis nationalistes ou régionalistes, au risque de leur propre effacement.

Désormais, pour les européens, les temps bienheureux de l'après-guerre, suivi des apaisantes retrouvailles avec les peuples de l'Europe Centrale et Orientale, sont derrière nous.

Le Traité de Rome, dont on vient de célébrer le sixantième anniversaire, aura donné le meilleur de ce que l'on pouvait en attendre, ainsi que ceux qui lui ont succédé.

Aujourd'hui, après une analyse lucide de leurs succès, de leurs insuffisances, de leurs erreurs comme de leurs échecs, il nous revient de proposer aux peuples du continent, une nouvelle espérance européenne à construire ensemble.

Même si le projet européen a représenté la plus grande révolution pacifique de l'histoire de l'humanité, et malgré d'autres objectifs fixés par les traités, l'Union Européenne s'est principalement consacrée à la mise en oeuvre de son grand marché pour devenir la première zone commerciale de la planète.

Mais, il apparaît désormais évident que le projet européen, tel qu'il est ressenti et tel qu'il fonctionne, ne répond plus aux nouveaux défis de notre époque.

Il s'agit de permettre à l'Europe de jouer pleinement son rôle sur la scène mondiale, en confortant la promotion et la protection de ses citoyens et de leurs légitimes intérêts. En effet, plus que jamais, seule la dimension européenne est en mesure de faire face aux nouveaux défis qui lui sont imposés.

Si le choix démocratique du peuple britannique de quitter l'Union doit être respecté, en revanche aucun pays européen ne doit être laissé de côté, notamment ceux qui, proches de la Bulgarie, souhaitent la rejoindre le plus tôt possible.

Quant à la Turquie, le récent référendum sur les pouvoirs du Président témoigne d'un éloignement significatif de ce pays des valeurs essentielles auxquelles sont attachés les européens.

Prenant en compte les échecs successifs des consultations populaires sur l'Europe, et lorsque la confiance en l'Union Européenne aura été rétablie par des politiques pratiques, concrètes et jugées utiles par le plus grand nombre des citoyens européens et qu'un bon équilibre aura été obtenu avec ce qui devra relever de la subsidiarité, un référendum constitutionnel pourra être envisagé.

Il sera impératif que ce référendum puisse s'effectuer dans les mêmes conditions, et de préférence le même jour, dans tous les Etats membres.

Il devra comporter deux volets, le premier fixant les objectifs politiques de l'Union Européenne et un second qui portera sur l'adaptation des institutions à ces objectifs.

Etant donné que pour les peuples européens la référence nationale reste incontournable dans leur sentiment d'appartenance à l'Union, c'est aussi sur ce pilier fondateur qu'il faudra s'appuyer.

Comme il est évident qu'il faudra doter l'Union Européenne d'une vraie souveraineté dans certains domaines de compétence, parmi lesquels la politique étrangère et de Défense, la protection des frontières extérieures et la gestion des flux migratoires, la gouvernance de l'euro, pour les pays concernés, la relance industrielle par la recherche et l'innovation, notamment dans le numérique, la politique commerciale dans le cadre d'échanges équilibrés sanctionnant toutes les formes de dumping, la garantie alimentaire et la mise en oeuvre de la transition énergétique et des décisions concernant le changement climatique.

En revanche, bien des secteurs qui n'ont pas un intérêt prioritaire pour l'Union pourront rester ou revenir aux compétences nationales.

Je rappelle que dans la conception Paneuropéenne, tous les pays européens qui sont membres de l'Union peuvent y agir en responsabilités partagées.

« Ainsi, écrivait Coudenhove-Kalergi, chaque européen a, dans sa main, une partie du destin du monde ». Et il ajoutait, « si l'Europe ne tire pas de leçon de l'histoire, elle subira le même destin que l'Empire Romain Germanique. Politiquement et militairement, elle va devenir l'échiquier du monde, l'objet de la politique mondiale dont elle était jadis le sujet .»

Aux portes de l'Europe, comme en son propre sein, les tempêtes s'annoncent, le moment est venu, tous ensemble, de redresser la tête et d'y faire front.

Alain TERRENOIRE

Président de l'Union Paneuropéenne Internationale